

L'ancien instituteur stagiaire insoumis d'Hellemmes est condamné à quatre mois de prison par le tribunal militaire de Lille

A l'audience de jeudi, au Tribunal militaire de Lille, a été jugé le cas du réserviste Camille Rombaud, 28 ans, ancien instituteur stagiaire à Hellemmes, qui refusa de se rendre à une convocation pour une période d'insubordination à Sissonne, et qui, une fois amené au camp, refusa de revêtir l'uniforme, disant que sa conscience lui interdisait de tuer et par conséquent de se préparer à la guerre.

Cas de conscience! Mais le tribunal militaire n'est pas compétent pour juger le cas de conscience, et le réserviste Rombaud comparait devant lui pour avoir commis le délit de refus d'obéissance.

C'est un protestant qui fut étudiant à la Société des missions protestantes à Paris, et qui avait offert ses services pour être instituteur aux colonies. On accepta, puis on refusa ses services. Il obtint d'être instituteur stagiaire à Hellemmes. Avant les faits qui le conduisent devant le tribunal, il n'exerçait plus cette fonction.

Le fait de la comparution de ce délinquant, objet de conscience, avait attiré à la citadelle de Lille, où siège le tribunal militaire, une foule que le procureur n'est pas habitué à voir généralement. Parmi elle, on remarquait un nombre assez important de dames.

A l'audience Camille Rombaud comparait en tenue militaire. Il confirma la thèse qu'il avait toujours soutenue, à savoir qu'il était « de son droit d'obéir aux suggestions de sa conscience qui lui interdisait de se préparer à la guerre. »

Une question qui lui fut posée par l'un des membres du Tribunal, il répondit qu'il aurait également refusé de servir comme infirmier car « ce rôle est également une participation à la guerre qui le réprouve ».

Quelques témoins ont été cités par la défense. Ils viennent dire ce qu'ils pensent de Rombaud.

M. Nick, pasteur protestant, le connaît; il fait de lui un vil égoïste; Rombaud s'est montré, dit-il, excellent élève et se disposait à être instituteur missionnaire protestant; il s'est dévoué au cours des inondations de Montauban et aussi à l'œuvre d'éboulement survenu en Suisse; il fut même blessé.

Un autre pasteur protestant de Sion-le-Noble, déclare que Rombaud n'est pas un antipatriote; il a voulu, déclare-t-il, obéir au précepte divin: « Tu ne tueras point ».

D'autres témoins viendront dire que les suggestions de la conscience doivent être suivies plutôt que les lois écrites.

L'écrivain Georges Pioch représente Rombaud comme un idéaliste passionné.

C'est aussi l'expression qu'a employée M. le docteur Haviart pour définir Rombaud. Le médecin psychiâtre a d'ailleurs conclu très nettement à la responsabilité entière de Rombaud qui ne présente aucune tare mentale.

M. Ploch ajoute que s'il avait l'âge de l'inculpé, il aurait fait ce qu'il a fait. « C'est un juste que le salut et le salut fer d'avoir déposé pour lui », dit-il.

M. Marc Sangnier dit que l'inculpé est « en avance sur son temps » et qu'il appartient à l'avant-garde pacifiste.

Un prêtre, venu de Lyon, M. l'abbé Remilieux, déclare que les consciences droites ont droit au respect.

M. le colonel Rouzard, représentant le Ministère public dit que les faits étant établis, ils doivent être sanctionnés.

M. Philip, du Barreau de Lyon et M. Molliou du Barreau de Lille, présentent la défense de Rombaud.

Le jugement Après un délibéré assez court, le Tribunal revient en séance et déclare à l'unanimité que le canonnier-réserviste Camille Rombaud s'est rendu coupable de refus d'obéissance et il le condamne en conséquence à quatre mois d'emprisonnement.

Une manifestation en ville En présence de l'affluence qui s'était présentée pour assister à l'audience du Tribunal militaire, le bureau de la garnison avait pris les mesures nécessaires pour l'organisation d'un service d'ordre qui comportait des gardiens à pied et à cheval.

Pour Roubaix, voir M. Beaumais, ex-facteur, 133, rue de Lannoy, à Roubaix (sûreté Section coloniaux).

La liste des numéros gagnants sera envoyée à chaque dépositaire. S'inscrire. Faites souscrire.

« A bas la guerre ». Un des manifestants tenait une pancarte. Le groupe était, en majeure partie, composé de jeunes gens porteurs de bécots d'étudiants.

De la Grand-Place, ils se dirigèrent vers la Gare et vers la Préfecture, où ils ne furent pas recueillis. Aucun incident n'est donc à signaler.

LE XIII<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL DE L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS, A LILLE

La préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès national de l'Union Nationale des Combattants, qui aura lieu les 16, 17, 18 et 19 juin prochains, se poursuit avec un ampleur rarement atteinte dans un Congrès d'anciens combattants.

C'est ainsi que le cortège du souvenir, qui aura lieu le dimanche 18 juin, comprendra un nombre extrêmement important de drapeaux et délégations d'anciens combattants venant de tous les points de la France.

Neuf musiques participeront à ce défilé, dont deux musiques belges et une musique polonoise.

Enfin nous apprenons aujourd'hui que les Anciens Combattants des Etats-Unis d'Amérique (American Legion) seront représentés au Congrès de Lille par le commandeur national Stevens; le commandeur pour la France, Sadley Peck; le représentant pour la France du Conseil de direction national S.F. Bailey et par M. Dunning, commandeur du Post No 1 (Paris), plus huit membres du Paris-Poste avec des drapeaux.

Cette importante délégation sera accompagnée par le président de la F.I.D.A.C., M. Edward White et quelques autres camarades.

Si l'on ajoute que la plupart des membres du bureau de la Fédération Interalliée des Anciens Combattants se proposent de participer à ces manifestations et que dans le cortège paraîtront de très nombreux drapeaux et délégations des anciens combattants belges, britanniques (British Legion), italiens, polonais, portugais et yougoslaves, nous avons des raisons de croire que nous aurons ce jour-là, à Lille, une des plus importantes manifestations interalliées réalisées en France jusqu'à ce jour.

Voici le texte de cette proposition de loi: La loi du 5 avril 1928, sur les Assurances sociales, est modifiée comme suit: Article 1<sup>er</sup>. — Tout employeur est tenu, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

Le versement est effectué soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société de secours mutuels autorisée, agissant pour le compte de la Caisse autonome mutualiste du département.

3<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

4<sup>e</sup>. — Le versement est effectué soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société de secours mutuels autorisée, agissant pour le compte de la Caisse autonome mutualiste du département.

5<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

6<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

7<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

8<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

9<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

10<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

11<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

12<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

13<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

14<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

15<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

16<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

17<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

18<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

19<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

20<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

21<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

22<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

23<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

24<sup>e</sup>. — Les cotisations sont sanctionnées, sous les sanctions prévues à l'article 64, d'effectuer, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour les salaires payés au cours du mois précédent, le versement de la double cotisation ouvrière et patronale à une Caisse autonome mutualiste départementale.

UNE PROPOSITION DE LOI DE M. LÉON MEYER MODIFIANT LES ASSURANCES SOCIALES

Paris, 26 mai. — M. Léon Meyer, député-maire du Havre, a annoncé, cette après-midi, devant le Sénat, la proposition de loi qu'il tendait à remédier aux inconvénients actuels de la loi sur les Assurances sociales et notamment:

1<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 2<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

3<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 4<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

5<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 6<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

7<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 8<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

9<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 10<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

11<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 12<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

13<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 14<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

15<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 16<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

17<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 18<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

19<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 20<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

21<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 22<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

23<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 24<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

25<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 26<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

27<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 28<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

29<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 30<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

31<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 32<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

33<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 34<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

35<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 36<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

37<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 38<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

39<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 40<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

41<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 42<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

43<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 44<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

45<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 46<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

47<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 48<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

49<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 50<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

51<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 52<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

53<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 54<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

55<sup>o</sup> A alléger considérablement la partie administrative de la loi; 56<sup>o</sup> Ces salaires, plus raisonnablement financés: suppression des timbres, des cartes et des bordereaux qui nuisent au bon fonctionnement du régime, sans en apporter de garanties supplémentaires; économie supérieure à 100 millions de francs.

EST-CE LA VOIX DE SON MARI ?

Vienne, 26 mai. — Il y a huit ans, un voyageur de commerce viennois Otto Fassel, a disparu de son domicile familial, emportant quelques bijoux et sa fille aînée. Malgré toutes ses recherches, sa femme n'a jamais réussi à retrouver son mari avec qui, d'ailleurs, elle vivait en assez mauvaise intelligence.

Mais voici que la semaine dernière, en écoutant une émission de T.S.F. de Berlin, elle reconnut la voix de son mari, mentionné dans le programme comme: M. Otto Fassel, chanteur d'opéra.

Assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

Le député du Havre a la conviction que dans le cadre de cette réforme les assurances sociales pourraient être d'un peu plus prospères pour qu'il fut possible d'envisager sans aucune crainte et sans aucun risque d'aventure l'extension de la loi à l'assurance-dommage dont l'institution dans les circonstances actuelles serait, selon lui, particulièrement désirable.

LA FÊTE DES MÈRES DU 29 MAI

Pour éviter une trop longue attente aux mères de famille, le Comité de la Fête des Mères a décidé que la distribution des médailles de la Famille française aura lieu le 15 h. au kiosque de la Gare Barbioux. Indépendamment des autorisations qui ont été invitées à rebaser de leur présence cette manifestation en l'honneur des mères, les membres du Comité ont invité les présidents des Unions de familles nombreuses qui sont très instamment priés de se grouper sur le kiosque.

Les chapeaux seront remis à 15 heures, dans le kiosque de la Gare Barbioux, à 15 heures, dans le kiosque de la Gare Barbioux, à 15 heures, dans le kiosque de la Gare Barbioux, à 15 heures, dans le kiosque de la Gare Barbi